

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/C.2/SR.313
27 janvier 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TROIS CENT TREIZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 27 janvier 1956, à 14 h. 45.

SOMMAIRE

- Examen des pétitions concernant le Territoire sous tutelle du Cameroun
sous administration française (T/C.2/L.197) (suite)

PRESENTS

<u>Président</u> :	M. JAIPAL	Inde
<u>Membres</u> :	M. HAMILTON	Australie
	M. de CAMARET	France
	M. BENDRYCHEV	Union des Républiques socialistes soviétiques
	M. SERAPHIN	Haïti
<u>Egalement présent</u> :	M. LEFEVRE	Représentant spécial de l'Autorité administrante pour le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française
<u>Secrétariat</u> :	M. BERENDSEN	Secrétaire du Comité

EXAMEN DES PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS
ADMINISTRATION FRANCAISE (T/C.2/L.197) (suite)

IX. Dissolution de l'UPC

Le PRESIDENT demande quelle est la portée de l'Ordonnance du 16 juillet dont il est question dans la pétition T/PET.5/757.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) dit que l'UPC ayant été dissoute, il fallait procéder à la liquidation des biens de cette association, de même qu'on liquide un héritage. On a donc fait l'inventaire des biens de l'UPC et de ses filiales.

Le PRESIDENT s'étonne qu'un parti politique puisse être dissous autrement que par la volonté de ses fondateurs. Comment l'Autorité administrante peut-elle dissoudre l'UPC de l'extérieur?

M. LEFEVRE (Représentant spécial) précise qu'en français "dissolution" équivaut à "interdiction". En conséquence, à partir du 13 juillet, date de la dissolution de l'UPC, toute personne qui se réclamait de ce parti ou essayait de le reconstituer était passible de poursuites judiciaires.

En réponse à des questions du PRESIDENT, M. LEFEVRE (Représentant spécial) déclare ne pas comprendre les allégations de MM. Ngapeth et Tchaptchet contenues dans la pétition T/PET.5/777. Puisque la Constitution française donne à tout Camerounais la qualité de citoyen de l'Union française, personne n'a à faire de déclaration spéciale pour voter ou être éligible.

Il dément également les accusations de l'Association des étudiants du Cameroun de Toulouse (T/PET.5/713), qui ont été sans doute mal informés. Lorsque le représentant spécial a quitté le Cameroun, on n'avait pas eu à déplorer la mort de Mlle Bahida.

Le PRESIDENT demande s'il est exact que l'on a opposé des obstacles à des avocats de la métropole qui étaient venus défendre les militants de l'UPC, et que l'on a supprimé arbitrairement les allocations d'études de quatre étudiants.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) ne peut répondre de façon précise à la première allégation car elle est formulée en termes trop vagues. Il est néanmoins certain que plusieurs avocats sont venus de France pour défendre des membres de l'UPC. Il précise, d'autre part, qu'il y a 500 étudiants camerounais boursiers dans les universités françaises. Chaque année, l'Autorité administrante procède à une revision des bourses octroyées afin de les répartir au mieux; il est fort possible qu'il y ait eu certains retraits, mais l'Autorité administrante affirme qu'aucune considération politique n'est entrée en ligne de compte.

Le PRESIDENT constate que la pétition T/PET.5/719 fait état d'un refus du Gouvernement français d'envoyer une commission d'enquête parlementaire au Cameroun. Il désire savoir si une demande d'enquête a été formulée et si le Parlement ou le gouvernement ont envisagé d'envoyer une commission d'enquête au Cameroun.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) fait observer qu'il faut d'abord qu'un parlementaire le demande pour que le Parlement décide de constituer une commission d'enquête. Certaines suggestions en ce sens ont été formulées, mais jamais aucun parlementaire n'a soulevé la question au Parlement. Personne n'a demandé d'enquête administrative et le gouvernement n'en a jamais envisagé.

En réponse à une question du PRESIDENT, M. LEFEVRE (Représentant spécial) précise que le Cameroun est représenté au Parlement français par trois députés et quatre sénateurs.

Le PRESIDENT désire savoir s'il y a eu à l'Assemblée territoriale une discussion à propos des incidents survenus au Cameroun.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) déclare que les membres de l'Assemblée territoriale n'ont pas exprimé le désir de discuter ces événements. Ils ont seulement entendu un exposé du Haut-Commissaire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande s'il y a, dans l'Accord de tutelle, des dispositions qui permettent à l'Autorité administrante d'interdire des partis politiques dans le Territoire sous tutelle.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) appelle l'attention du représentant de l'URSS sur le paragraphe 1 de la partie A de l'article 4 de l'Accord de tutelle : en vertu de ce texte, l'Autorité administrante administre le Territoire selon la législation française, comme partie intégrante du territoire français. Puisque la législation française renferme une disposition qui autorise le gouvernement à interdire un parti politique dans la métropole, l'Accord de tutelle, qui prévoit l'application de la loi française au Cameroun, autorise le Gouvernement français à interdire un parti politique dans ce Territoire.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que le paragraphe cité par le Représentant spécial renferme les mots "sous réserve des dispositions de la Charte et du présent Accord", cela signifie que l'Etat administrant ne peut appliquer dans le Territoire que les lois qui sont conformes aux buts et aux principes de l'Organisation des Nations Unies. Il se demande si les mêmes textes législatifs sont en vigueur au Cameroun et dans la métropole, et si c'est le cas, notamment, pour les lois électorales.

Le PRESIDENT fait observer que chacun est en droit d'interpréter la réserve du paragraphe 1 dans un sens différent et que l'Autorité administrante, pour sa part, soutient que la mesure qu'elle a prise, d'une part, est conforme à la législation française, d'autre part, n'est contraire ni à l'esprit ni à la lettre de la Charte.

M. de CAMARET (France) attire l'attention sur le quatrième alinéa du paragraphe 2 de la partie B de l'article 4 de l'Accord de tutelle : d'après ce texte, l'Autorité administrante peut prendre, dans les limites imposées par la Charte, toutes les mesures propres à assurer "le respect de l'ordre intérieur". Par conséquent, en vertu de la Charte et conformément à l'Accord de tutelle, le Gouvernement français a interdit l'UPC parce qu'il voulait que l'ordre intérieur soit respecté.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) ne pense nullement, comme le représentant de la France, que l'on puisse justifier l'interdiction d'organisations créées par les habitants du Territoire sous tutelle en faisant valoir qu'il s'agit d'une mesure destinée à assurer le "respect de l'ordre public". Autant qu'il sache, l'objectif de ces organisations est d'obtenir l'unification et l'indépendance du Territoire, conformément à l'esprit et à la lettre de la Charte et de l'Accord de tutelle.

(M. Bendrychev, URSS)

Le représentant de l'URSS voudrait connaître le texte exact du Décret du 13 juillet 1955, ainsi que celui de la Loi de 1956 qui en a permis la promulgation et dont certains passages sont reproduits avec le décret, dans la pétition T/PET.5/713.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) fournira à la prochaine séance les textes en question.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose alors d'ajourner l'examen des questions concernant la dissolution de l'UPC et d'étudier entre-temps les autres faits mentionnés dans les pétitions qui sont résumées dans la section IX.

Il en est ainsi décidé.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), revenant à la question des bourses d'études qui auraient été supprimées (T/PET.5/713), voudrait savoir si le Haut-Commissaire a réduit le nombre total des bourses accordées à des étudiants camerounais pour leur permettre d'étudier en France.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) renvoie, sur ce point, au rapport annuel qui montre l'augmentation régulière du nombre de bourses d'études supérieures et techniques. Il souligne que l'attribution ou la suppression de bourses est décidée, non par le Haut-Commissaire, mais par une commission spéciale. Cette commission, composée de fonctionnaires, de représentants de l'Assemblée territoriale et d'autres personnes, étudie et revise les dossiers au début de chaque année scolaire en fonction de divers éléments, tels que l'objet des études et les résultats obtenus par les étudiants.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si les quatre Camerounais en cause avaient réussi aux examens, comme le pétitionnaire le laisse entendre, et si les bourses d'études dont ils ont été privés sont allées à d'autres bénéficiaires.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) fait observer que si le pétitionnaire avait nommé les quatre intéressés, il aurait été possible de répondre sur ces points. Mais il se borne à des affirmations, vagues quant aux faits, mais précises en ce qui concerne les mobiles qui auraient inspiré le Haut-Commissaire.

(M. Lefèvre, Représentant spécial)

L'Autorité administrante est toujours disposée à enquêter au sujet des pétitions, mais elle ne peut pas, sur la foi d'une accusation imprécise, déclencher une enquête dans tous les services. Le fait certain, c'est qu'aucun boursier n'a été privé de ses allocations d'études s'il a réussi à ses examens, à moins qu'il ne se soit agi d'un examen final. Puisque le pétitionnaire donne son nom et son adresse, le Secrétariat pourrait peut-être lui demander des informations complémentaires.

Le PRESIDENT souligne que le Comité a déjà chargé, à plusieurs reprises, le Secrétariat de s'adresser à des pétitionnaires pour leur demander de compléter leurs déclarations. Il propose que le Comité suive cette procédure et autorise le Secrétariat à écrire le plus tôt possible au pétitionnaire pour lui demander le nom des étudiants en question.

Il en est ainsi décidé.

M. SERAPHIN (Haïti) déclare qu'il devra réserver la position de sa délégation tant qu'il n'aura pas connaissance de l'ordonnance portant dissolution de l'UPC. Il voudrait cependant savoir si la dissolution de ce parti politique entraîne ipso facto la liquidation de ses biens, et qui a prononcé cette liquidation.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) dit qu'effectivement la dissolution de ce parti qui avait pris figure de ligue factieuse, constitué des bandes armées et provoqué des émeutes, entraînait ipso facto la liquidation de ses biens. La liquidation a donc été ordonnée par le tribunal compétent de la localité ou de la zone où se trouvent les biens, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient actuellement liquidés. Le tribunal compétent les a fait recenser et des décisions seront prises à leur égard ultérieurement. Pour le moment, la liquidation correspond plutôt à un séquestre.

M. SERAPHIN (Haïti) demande qui est chargé de veiller sur le séquestre.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) précise que c'est le Service des domaines du Territoire.

Répondant à des questions de M. SERAPHIN (Haïti) concernant la pétition T/PET.5/713; M. LEFEVRE (Représentant spécial) déclare que l'Autorité administrante ne s'est pas opposée à ce que des avocats viennent de la métropole pour défendre les militants de l'UPC et que les droits de la défense ont été respectés.

M. SERAPHIN (Haïti), invoquant l'Article 76 b de la Charte voudrait savoir s'il est exact qu'aucun autochtone ne fait partie des cadres supérieurs de l'administration. Dans l'affirmative, il désirerait connaître les raisons qui ont empêché l'Autorité administrante de nommer des autochtones à des postes élevés.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) souligne que des autochtones occupent des postes élevés. Il rappelle, à titre d'exemple, que des autochtones sont membres du Conseil d'administration du Territoire, c'est-à-dire du Conseil chargé d'assister le Haut-Commissaire, et qui représente la plus haute institution administrative du Territoire.

En réponse à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. LEFEVRE (Représentant spécial) déclare que l'allégation selon laquelle le fait d'appeler un compatriote "camarade" constitue un délit au Cameroun sous administration française est dénuée de fondement.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande au Représentant spécial d'expliquer pourquoi, selon les pétitionnaires, il règne au Cameroun sous administration française "un climat de terreur qui, depuis le 14 juillet, met toutes les populations du pays dans l'insécurité absolue", et qui résulterait du fait qu'on a établi des contrôles policiers, que la circulation est impossible, qu'il est impossible de s'exprimer et qu'il existe une censure postale.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) dément les allégations des pétitionnaires à ce sujet.

Répondant à une question de M. HAMILTON (Australie), M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) déclare n'être pas actuellement en mesure de dire si l'UPC a communiqué au Conseil de tutelle le texte intégral de son statut. Il ne le croit pas, mais il vérifiera ce point.

En réponse à d'autres questions de M. HAMILTON (Australie), M. LEFEVRE (Représentant spécial) dit que les injures que l'UPC prodiguait aux autres partis politiques et à leurs dirigeants - à l'exclusion de ses propres filiales et de leurs chefs - ainsi que le fait que les incidents du Cameroun ont commencé par des attaques dirigées contre des personnes hostiles à l'UPC, ont amené l'Autorité administrante à estimer que ce parti cherchait, par la calomnie et l'intimidation, à imposer son autorité aux autres partis. L'Autorité administrante considère donc que l'UPC est un parti antidémocratique et totalitaire.

La séance est levée à 16 h. 5.